

# Qui a donné l'ordre de diminuer la charge des cartouches de lanceurs de balles de défense ?

Le conseil interministériel de ce lundi 18 mars au matin n'a pas posé que des questions sur les faiblesses et les fautes de la chaîne de commandement à la Préfecture de Police. Un des conseillers police-sécurité de l'Elysée semble avoir aussi mis le doigt sur une question dérangeante. Il s'agit de l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD). Le Premier ministre, dans ses déclarations de lundi après-midi, a d'ailleurs regretté que des *"consignes inappropriées aient été passées (samedi) pour réduire l'usage des LBD"*.

Ce n'est pas tout à fait là que se situerait le problème.

Les policiers se sont en effet plaint qu'à la suite des violentes réactions de l'ONU, de l'Union européenne et du défenseur des droits Jacques Toubon, la charge en poudre des cartouches de LBD ait été récemment réduite. Ce détail peut paraître mineur sauf que, du coup, l'efficacité des LBD s'en est ressentie. *"Avant, nos tirs étaient efficaces à plusieurs dizaines de mètres. Là, passés 7-10 mètres, s'est plié !"* témoigne un officier de police judiciaire, membre d'une BAC (brigade anti-criminalité), engagé depuis plusieurs samedis dans un DAR (détachement d'action rapide). Et c'est là que le bât blesse.

Il ressort du conseil interministériel exceptionnel de ce lundi matin, des réunions préparatoires, et des analyses de situation effectuées par plusieurs conseillers, que l'exécutif n'aurait pas été au courant de ce détail technique. Reste donc à savoir qui a donné les ordres au SAELSI (service d'achats et d'études logistiques de la sécurité intérieure) de réclamer au fabricant de cartouches de LBD la diminution des charges ? Qui et à quel niveau ? Celui de la PP seulement ? Au niveau de la DGPN (direction générale de la Police nationale) ? Dans ce cas, il serait étonnant que le ministère de l'Intérieur n'ait pas été informé de cette décision tactique... S'il l'était, à tout le moins son cabinet, et que l'information ne soit pas remontée plus haut, il y a un problème. Lequel existe toujours si, a contrario, personne n'était au courant place Beauvau de cette directive de l'Administration. En tout état de cause, Christophe Castaner risque, comme le Préfet de police de Paris, de se retrouver en porte à faux.

Quant au changement de doctrine dans le maintien de l'ordre, les policiers et gendarmes de terrain commencent à en avoir le "casque qui tourne"... *"L'Administration l'a déjà fait évoluer, après les graves incidents des 1er et 8 décembre 2018"*

résume un membre d'une Compagnie Républicaine de sécurité (CRS).

*"Tant que l'on ne nous donnera pas les ordres pour aller au contact plus vite, et plus fort, on ne s'en sortira pas"*.

D'aucuns préconiseraient que, pour gagner en mobilité, les Compagnies Républicaines de

## **Violences sur les Champs Elysées**

Écrit par Alain HAMON

Lundi, 18 Mars 2019 19:50 - Mis à jour Lundi, 18 Mars 2019 19:53

---

Sécurité et les Escadrons de Gendarmes Mobiles puissent être scindés en petites unités, selon la physionomie des rassemblements à contrôler. Dans ces deux institutions, on fait déjà remarquer que la force de chacune d'entre elles vient du nombre. D'ailleurs, il arrive déjà que les CRS soient coupées en demi-compagnies. Contre l'avis de nombreux hommes de terrain...